

IV. — LIBYE

L'on poursuit ici la chronique sociale et culturelle libyenne de l'*Annuaire* de 1968; le lecteur est prié de s'y reporter pour nombre de détails qui ne seront pas repris. L'exposé de l'année 1969 est fondé sur la chronologie de l'*Annuaire*, la lecture de journaux et revues libyens, algériens et français ainsi que sur des entretiens avec des Libyens. La coupure radicale que la révolution du 1^{er} septembre a produite dans la vie quotidienne et les orientations socio-politiques nous a amenés à présenter cette chronique en deux parties : la première est la suite de l'analyse des différents points abordés en 1968 dans le cadre de l'ancien régime monarchique et patriarcal; la seconde rend compte de la réaction populaire à l'annonce de la révolution et à l'instauration de la nouvelle République arabe libyenne.

I. — LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

1. — L'INFORMATION.

Il est peut-être utile de dire au lecteur qui s'enquiert des moyens de connaître la Libye au jour le jour, comment ce pays conçoit et organise son information. Les journaux privés y sont nombreux et dans les derniers mois de l'ancien régime, l'importance du système officiel d'information s'affirme encore, en théorie comme en fait. Dans le secteur de presse, le principal journal gouvernemental, *al-'Alam* de Tripoli, s'augmente d'un supplément mensuel illustré, *al-Mulh'aq*, d'un niveau plus élevé que l'hebdomadaire *Libya'l-h'aditha*. La revue féminine mensuelle *al-Mar'a* devient bi-mensuelle. La revue annuelle de l'Armée s'attire des compliments pour sa bonne tenue. Seule la revue du scoutisme subit une éclipse de deux mois due à la réorganisation de la direction du mouvement.

Cependant, par delà des publications officielles qui ne touchent jamais qu'un public limité, ce sont la radio et la télévision toute neuve qui permettent au gouvernement de concevoir de vastes visées qui englobent le territoire (décision du 12 mars), ses voisins (accord entre le Tchad et la Libye en août pour un réseau reliant l'Afrique Centrale à l'Europe via Malte), et même l'ensemble des pays arabes. Ainsi, le 22 avril, deux compagnies italiennes signent un contrat de 2 250 000 livres libyennes pour la seconde tranche des travaux du projet de télévision; elles auront à construire six stations de transmission de même puissance que celles de Tripoli et Benghazi, à el-Merj, el-Beida, Derna, Tobrouk, Zliten et Misurata,

ainsi que vingt stations relais sur la côte, dont treize entre Tobrouk et Benghazi et sept entre Misurata et Tripoli. Le 10 juillet, c'est une société française qui obtient des contrats pour la construction de deux réseaux hertziens vers le Sud, l'un reliant Tobrouk à l'oasis de Jaghboub et l'autre Tripoli à Gharian, dans le Djebel Nefousa.

Dans le cadre de la coopération entre pays arabes, la Libye participe au 1^{er} Colloque de l'Union des radios arabes qui a lieu à Khartoum le 1^{er} mars. Mais, après avoir appuyé la constitution d'un Comité permanent de l'information arabe, le gouvernement libyen ambitionne de faire adopter l'organisation commune de l'information, qui serait non gouvernementale et aurait Beyrouth ou Tanger pour siège. C'est ce qui ressort de la Conférence des Ministres arabes de l'information qui se tient au Caire le 1^{er} février et de la réunion des experts dans la même ville, le 14 avril. Ce projet se heurte aux réticences des pays qui préfèrent une organisation politisée à une entreprise commerciale. On reconnaît la différence d'option qui oppose souvent les pays comme le Liban, la Jordanie, le Maroc, le Koweït, l'Arabie séoudite et la Libye de l'ancien régime à la R.A.U., la Syrie, le Soudan et l'Algérie, par exemple. Le projet ne sera pas adopté. Malgré cet échec le Ministre de l'information libyen sera décoré par le roi Idriss de l'Ordre de l'indépendance; il reste en effet décidé qu'à la fin du second Plan quinquennal (1969-1974), la voix de la Libye devra être perçue dans le monde entier.

Pour réaliser cet objectif, fournir le matériel et former les hommes, la Libye s'adresse en priorité au monde occidental. Le 15 février par exemple, deux experts de la COMSAT américaine sont à Tripoli pour étudier l'implantation d'une station qui capterait des émissions de radio, télévision et téléphone par l'intermédiaire d'un satellite; à la mi-avril, le Directeur des études à la fondation britannique de presse « Thompson » vient négocier l'organisation de stages de formation de journalistes libyens en Grande-Bretagne; le 1^{er} mai, 430 programmes de la BBC sont achetés pour la télévision libyenne. D'autre part, 23 techniciens de la R.T.V. libyenne quittent Tripoli le 10 mai pour aller faire des stages (10 en Italie, 10 en Allemagne de l'Ouest, 3 en Angleterre). Enfin, le Gouvernement autorise des visites officielles de journalistes libyens notamment en Allemagne et en Tunisie et envoie une délégation à la Conférence de l'Union européenne de radiodiffusion à Oslo, en juin. Des invitations, officielles également, permettent à quelques journalistes étrangers (3 français, 5 suisses, 1 égyptien, 1 noir américain puis 27 autres invités pour la Semaine africaine du tourisme) de visiter le pays.

Quant à l'effet produit sur les Libyens par les informations qu'ils reçoivent, il va sans dire qu'il dépend de qui les reçoit. Les responsables et les hommes d'affaires suivent le mouvement car ils savent les avantages qu'on peut en retirer. Les petites gens restent souvent perplexes devant des circonstances et des visées qui les dépassent — sauf en ce qui concerne la question palestinienne pour laquelle ils éprouvent un brûlant intérêt —. Seuls les gens cultivés — surtout des jeunes — réagissent parfois à contre-courant. On en verra plus loin quelques exemples.

2. — L'ENSEIGNEMENT.

Il y a lieu de distinguer encore en ces derniers mois de règne du roi Sénoussi l'enseignement d'Etat de l'enseignement religieux islamique, ne serait-ce que du fait que leur budget (énorme dans les deux cas) leur est alloué séparément.

L'orientation générale de l'enseignement d'Etat reste la même qu'en 1968; une promotion hardie est sincèrement recherchée mais la situation réelle ne permet toujours pas de scolariser toute la jeunesse. Ce n'est, en effet, que dans cinq ans que l'on peut espérer donner un enseignement primaire à 85 % des garçons et 50 % des filles entre 7 et 12 ans. Mais d'ores et déjà, l'on a compté en 1968, 291 918 élèves dans 963 écoles primaires avec 9 026 instituteurs; 30 988 élèves dans 145 écoles préparatoires et 7 306 élèves dans 26 écoles secondaires. Il y a eu 5 349 inscrits dans 16 écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices et 1 270 dans les écoles professionnelles.

En 1969 l'alphabétisation n'est organisée qu'à une très petite échelle. Bien souvent elle est bénévole comme c'est le cas dans les associations féminines. Mais en février, trois experts de l'U.N.E.S.C.O. viennent étudier sur place un budget de lutte contre l'analphabétisme.

Fin mai, ce sont 39 169 jeunes gens et jeunes filles qui se présentent aux examens de fin d'études primaires, préparatoires et secondaires sans que nous puissions dire le pourcentage d'échecs, qui est généralement élevé; 281 étudiants terminent leurs études à l'Université libyenne, ce qui porte à 1 706 le total des lauréats de cette institution dont la plus ancienne faculté, celle des lettres, ne date que de 1955; 603 étudiants sont sortis de cette Faculté des lettres, 594 de la Faculté des sciences, 378 de la Faculté de commerce, 72 de la Faculté de droit et 59 de la Faculté de technologie. Les jeunes filles sont admises dans toutes les facultés libyennes mais elles y sont minoritaires. Pour citer un exemple, il y en a 17 en 1969 en Faculté de technologie, à côté de 350 étudiants. Mais trois ans plus tôt, c'est-à-dire, en 1966, lors de la création de cet enseignement, il n'y en avait aucune parmi les cinquante premiers étudiants. Donc l'enseignement se développe beaucoup dans son ensemble. Mais les problèmes du marché du travail et de l'encadrement national sont si pressants que l'on tente de développer l'enseignement professionnel technique, généralement peu recherché par les parents et les élèves. Une lettre du Ministre du travail et des affaires sociales propose le 23 février à l'organisation patronale libyenne l'établissement du programme d'un tel enseignement, ainsi que la création de centres de formation à Tripoli et Benghazi, sous la direction d'experts étrangers secondés par des Libyens qui seraient amenés à les remplacer.

Comme on le voit, on agit surtout par en haut. On organise par exemple en avril une conférence géologique internationale à la Faculté des sciences de Tripoli, où les géologues de l'Université libyenne rencontrent des experts des compagnies pétrolières travaillant en Libye ainsi que des pro-

fesseurs venus des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de la République arabe unie, du Soudan, du Brésil, d'Arabie, d'Allemagne de l'Ouest et d'Ethiopie; 36 rapports sur les ressources minérales de la Libye sont rédigés. Par ailleurs un professeur égyptien étudie uniquement les plantes libyennes. Un spécialiste du C.N.R.S. français est à Sebha pour étudier la faune. Deux hauts fonctionnaires de l'O.N.U.D.I. viennent étudier à Tripoli la possibilité de créer un Centre de recherches industrielles. Notons que l'importation de tout équipement scientifique est exemptée à partir de juillet de toutes taxes et droits de douane, la réexportation vers n'importe quel pays étant autorisée.

La création de la Faculté de médecine à Benghazi pose des problèmes. Le recteur de l'Université libyenne adresse en mars au Doyen de la Faculté de médecine de Birmingham une demande de coopération. Un accord est signé le 23 juin aux termes duquel des enseignants anglais viendront à Benghazi. En attendant il y a toujours au moins 240 étudiants libyens en médecine et 37 étudiants en pharmacie qui étudient à l'étranger.

Chaque année l'on assiste au chassé croisé de ceux qui quittent la Libye pour aller se perfectionner ailleurs et des étrangers qui gagnent le pays pour lui fournir les spécialistes ou simplement les travailleurs qualifiés dont il a besoin. Ainsi, en 1969, 20 étudiants boursiers en agronomie et sciences vétérinaires reviennent diplômés de l'étranger mais il en reste 112 dans les universités d'Iraq, de R.A.U., de Grande-Bretagne, de Belgique et des Etats-Unis; 2 Libyens météorologues vont se perfectionner en Grande-Bretagne pendant un an; des stagiaires de l'armée de l'air y sont aussi pour se former à la défense aérienne; le bureau de recrutement de l'armée fait appel aux étudiants diplômés de la Faculté des sciences ainsi qu'aux bacheliers en sciences pour les envoyer en Angleterre où ils seraient admis dans les écoles militaires. Six élèves de l'Ecole islamique des arts et métiers s'en vont étudier la technique de la navigation maritime avec une bourse Esso, toujours dans le même pays. Le Sous-secrétaire d'Etat aux affaires techniques du ministère de l'éducation nationale va compléter son information pendant 4 semaines aux Etats-Unis, une délégation du Comité national de recherches juridiques se rend à Genève pour participer à la Conférence de droit international organisée par l'O.N.U., etc...

Dans l'autre sens, les experts et professeurs étrangers gagnent la Libye pour un séjour plus ou moins long. Citons entre autres le Directeur du Centre international d'études pédagogiques de Sèvres et le Doyen de la Faculté des sciences de Bagdad, conseiller à l'U.N.E.S.C.O.

Le problème du recrutement des enseignants est partiellement résolu à la suite d'entretiens ministériels au Moyen-Orient et dans les pays occidentaux par une suite d'accords qui garantissent pour l'année scolaire 1969-1970, la venue de 450 coopérants dont 300 en provenance des pays arabes; 50 scientifiques égyptiens sont engagés en mai ce qui devrait porter le nombre des Egyptiens détachés en Libye à 504, celui des Jordaniens serait de 270. Ces chiffres sont sans doute incomplets.

En mars, à la suite de la visite en Libye du Dr Taleb, ministre de l'éducation nationale algérienne, et après le voyage d'avril dans les trois

pays maghrébins du prince Hasan ar-Ridha, l'intensification des relations bilatérales de ces pays avec la Libye est prévue, notamment par une coopération dans le domaine culturel. Elle serait particulièrement intéressante avec l'Algérie, dont l'arabisation est en cours, et qui peut envoyer des professeurs.

D'autres questions n'en sont pas moins pendantes. Dans l'enseignement primaire, c'est par exemple l'horaire à mi-temps qui permet de scolariser une quantité double d'élèves dans les écoles existantes, au prix de multiples difficultés pour les enseignants; ce sont les effectifs phétoériques, comme dans ces classes de 65 filles qui suivent les cours sans pupitres ni sièges; ce sont encore les villages isolés de l'intérieur sans écoles, ou alors qui n'ont que des écoles de garçons, etc... Mais quel pays aujourd'hui ne souffre pas de manques dans ce domaine ?

L'effort porte sur le sport, le théâtre et l'acquisition des langues étrangères (anglais et français). Dans la mesure de leurs moyens, *toutes* les écoles ont maintenant entrepris l'éducation physique des élèves par la pratique du volley ou du basket, du ping-pong, de la rythmique ou de la gymnastique. Des compétitions scolaires sont organisées. Les grands défilés qui marquent la fête du Roi se terminent dans les stades par des démonstrations de la jeunesse scolaire au cours desquelles *pour la première fois, des garçons et des filles se produisent publiquement ensemble et ceci non seulement à Tripoli et Benghazi mais encore à Sebha, dans le Sud.* C'est un événement.

Une importante session d'étude des questions sportives réunit en juillet 400 participants — dont le Ministre — et se déclare en faveur de l'éducation sportive, déclarée fondamentale dans une éducation démocratiquement conçue. Elle réclame pour les jeunes filles comme pour les jeunes gens un institut d'éducation physique, des centres d'entraînement, une section sportive dans toutes les associations de jeunesse ou de femmes, la surveillance de ces mouvements sportifs. Elle recommande l'expansion du sport dans les établissements scolaires, la possibilité de stages à l'étranger et enfin une campagne nationale d'information, surtout auprès des responsables provinciaux.

Nous parlerons plus loin du théâtre et nous ne dirons que deux mots de l'intensification de l'étude de l'anglais (car le français n'est enseigné qu'aux degrés préparatoire et secondaire et depuis un an) afin d'initier les jeunes Libyens au monde moderne anglo-saxon et de leur permettre de suivre plus tard toutes sortes de cours et de stages où la langue utilisée est obligatoirement l'anglais. La conception même des programmes scolaires est fortement inspirée de l'enseignement anglo-saxon. Mais les Anglais et les Américains participent peu à la vie quotidienne des Libyens. Au sortir des écoles, les élèves et les étudiants parlent et pensent en arabe. Si bien que malgré de grands efforts, ils acquièrent difficilement le niveau requis pour suivre des cours conçus et donnés par des anglophones. La plupart de ceux-ci n'ont d'ailleurs aucune notion d'arabe et par conséquent aucune idée exacte de ce que leurs élèves sont à même de comprendre et pourquoi.

L'enseignement islamique organisé par la Confrérie sénoussie poursuit en 1969 son mouvement d'expansion et de propagande. On inaugure en grande pompe une immense Ecole islamique des arts et métiers située à 13 km de Tripoli sur la route de Zavia. Dite « la plus moderne du monde » et destinée à 600 élèves tous internes, elle étend ses cinq bâtiments sur 42 hectares entre la route et la mer et comprend trois ailes d'ateliers (l'un d'artisanat, le second de mécanique légère et le troisième de mécanique lourde) en plus des classes, bureaux, salles d'études, de conférences, de projections et d'exposition, des quatre dortoirs, des installations sportives, d'une infirmerie, d'un dispensaire, et d'une mosquée de style moderne. Vingt-deux instructeurs anglais ont été engagés; c'est le recrutement des trente-huit Libyens nécessaires au fonctionnement général de l'établissement qui est délicat. Les études sont entièrement gratuites, les vêtements et le matériel fournis. Les élèves sont payés même les cours de congé et perçoivent un petit supplément pour couvrir leurs frais pendant le ramadan. Les vingt-cinq meilleurs d'entre eux iront à l'étranger (nous avons parlé de la bourse Esso) et tout cela coûtera 339 380 Livres libyennes par an. Le Roi décore en juin le Directeur général de l'établissement. En août, l'Ecole participe à l'Exposition internationale de l'artisanat à Londres.

L'activité sénoussie se manifeste par ailleurs dans les relations avec de hautes instances du monde islamique qui arrivent de l'Inde, de la Mecque, du Togo ou des sièges situés en pays occidentaux comme l'Espagne, l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis. Le Mufti de Libye se rend à Kuala Lumpur, en Indonésie. La Libye obtient l'accord du gouvernement italien pour construire à Rome une mosquée et un centre islamique.

Les sénoussis ne s'opposent pas à la connaissance des langues étrangères puisqu'elle permet l'accès à certaines sources qu'il leur faudra examiner de près et réfuter. Aussi décident-ils en juillet que le français sera enseigné au même titre que l'anglais dans les écoles secondaires dépendant de l'Université islamique. Cependant, ils restent extrêmement vigilants devant ce qui concerne l'action, dite « ghazw », des missionnaires chrétiens dans des pays comme le Tchad, le Nigéria, La Tanzanie, le Sud du Soudan, l'Ethiopie, l'Erythrée, l'Afrique du Sud et l'Indonésie.

La défense et l'illustration de la religion musulmane ne sont pas leur apanage. L'attachement à l'Islam est une des caractéristiques du peuple libyen dans son ensemble. Il conserve d'antiques habitudes telle la remise solennelle du burnous d'honneur au Chef du Pèlerinage à l'occasion du Mawlid. Même les gens les plus conscients du poids de certaines traditions négatives et des groupes sociaux qu'elles favorisent, conçoivent mal un personnage exemplaire qui ne soit pas croyant.

3. — LES QUESTIONS SOCIALES.

Nous passons en revue ici ce qui se rapporte à la sauvegarde générale de la population.

L'administration renforce son implantation dans le pays par un recrutement assez nombreux de personnel, notamment dans la police, et par l'étoffement de ses services, par exemple dans l'intérieur. Cette masse accrue de fonctionnaires pose des problèmes, d'une part à cause d'un manque fréquent de qualification — beaucoup de subalternes ont longtemps été payés comme journaliers, certains sont quasi analphabètes — d'autre part par la multiplication des formalités qu'elle implique, ce qui allonge les délais et favorise la pratique des pots-de-vin. Au niveau supérieur, étant donné la quantité et l'importance financière des offres d'adjudications pour d'immenses travaux d'équipement du pays (tels les barrages, les hôpitaux, les complexes routiers, etc.) vu aussi la concurrence des milieux d'affaires nationaux ou étrangers et l'inévitable lutte d'influences qui en découle, l'administration suit tantôt l'une tantôt l'autre de deux politiques : celle des vannes ouvertes au flot des propositions et des importations étrangères, ou bien celle des barrières protectionnistes contre cette présence et cette action cosmopolites.

D'un côté, l'on utilise presque à plein les revenus du pétrole pour financer les projets les plus divers, de l'autre on voudrait équilibrer la balance en revalorisant la production agricole nationale et en créant des industries locales, entre autres un secteur de pêche et un secteur de tourisme. Tout cela se fait par le biais de subventions gouvernementales remportées souvent au hasard des contacts avec les responsables : c'est la solution facile qui convient à beaucoup.

La présence de travailleurs étrangers de plus en plus nombreux finit par inquiéter la population au point de provoquer au mois de mai une longue mise au point du Ministre de l'intérieur. Pour lui, l'immigration illégale par infiltration à travers les frontières de l'Est, de l'Ouest et du Sud est un phénomène assez naturel et difficilement évitable dans les circonstances présentes. Parce que la Libye est un pays vaste aux frontières démesurées, dont la population est particulièrement clairsemée, le contrôle des confins par la police est une tâche ardue. Et puis, ces immigrants poussés par le besoin et le chômage, attirés par la prospérité libyenne, sont habituellement des voisins de tribus frontalières avec lesquelles ils entretiennent de bonnes relations. Ils sont même accueillis et aidés par elles et ont en commun avec elles l'aspect, le vêtement et le genre de vie, ce qui rend leur dépistage difficile. Ce qui est plus grave c'est que parmi ceux qui viennent chercher du travail il s'en glisse qui se livrent au trafic d'armes ou qui veulent échapper à la justice de leur pays. Tous sont dépourvus de papiers d'identité ou de passeports : ils ne s'en inquiètent pas, non plus que des conséquences de leur acte s'ils viennent à échouer, puisqu'ils n'ont rien à perdre. Il en arrive des dizaines et parfois des centaines par jour. Les prisons en sont pleines. On essaiera de remédier à cet afflux par l'établissement de postes de contrôle et la création d'unités de police transportées par land-rovers ou par hélicoptère.

Quant aux vols ou aux effractions de domiciles, qui seraient le fait d'étrangers et qui iraient en se multipliant, le Ministre estime que la rumeur publique en exagère l'importance étant donné que la moyenne quotidienne des tentatives de ce genre n'excède pas le chiffre de six. On ne constate en

Libye ni la présence de bandes de voyous, ni attaques à main armée, ni enlèvements, ni assassinats. Les infractions restent banales et ont souvent le besoin pour unique cause.

A une question relative aux étrangers qui travaillent dans les sociétés (étrangères ?) sans autorisation, le Ministre répond : « Ce ne sont que bruits qui courent. De toute façon la loi de 1962 prévoit des peines d'amende et de prison pour le contrevenant et pour la société qui l'emploie. Le gouvernement prévoit le développement de la police et notamment l'extension de ses moyens de communication avec le Sahara et les installations pétrolières qu'il convient de mieux garder ».

On peut se demander si ce ne sont pas les travailleurs étrangers occidentaux qui sont plutôt visés par cette dernière remarque car leur nombre va croissant et les affaires marchent à plein avec divers pays d'Europe en tête desquels se place la Grande-Bretagne dont la valeur des exportations vers la Libye est passée en trois ans de 61 à 157 millions de Livres libyennes. En juillet 1969, plus de 1 500 experts et techniciens anglais travaillent dans le pays. Qui donc sera touché par le règlement publié le 30 juillet par le ministère de l'intérieur et qui abolit toutes les exceptions et tolérances qui tempéraient jusqu'ici l'interdiction aux patrons d'employer les étrangers qui entrent en Libye avec des visas de tourisme ou de transit ? Ou encore par le décret du 27 août interdisant formellement de recruter des salariés étrangers déjà congédiés par d'autres employeurs ?

L'arrière-pays, pris dans l'engrenage du changement par les migrations démographiques qui l'atteignent particulièrement puisqu'il est le principal réservoir de main-d'œuvre, sensibilisé aux bruits plus ou moins sensationnels qui courent ainsi qu'à un début d'équipement destiné à le tirer de son dénuement, prend conscience de son double isolement, par rapport au Nord et par rapport au reste du monde arabe.

Bien sûr, le Cheik préfet de Ghadamès considère avec satisfaction le progrès apporté dans son secteur par le tourisme : aménagement d'une source d'un débit de 120 000 litres à l'heure, bien suffisant pour les 7 000 habitants de la ville; développement de l'artisanat; construction de logements du projet Idris à Derj, Sinawen et Ghadamès même; routes vers Derj, Sebha, Nalout; promenades organisées, guide et troupe folklorique sur place. Il vante le charme de ces passages couverts de Ghadamès où l'on entend le pas des femmes sans jamais les voir — car la ségrégation des sexes dans la vie publique est si bien observée que même les marchés sont distincts... Il y a là de quoi flatter peut-être le goût d'exotisme du touriste mais que penser d'une utilisation commerciale et d'une justification esthétique de la réclusion ?

A Koufra, en Cyrénaïque, c'est la fièvre de l'avenir. La compagnie pétrolière Occidentale, que la loi libyenne oblige à consacrer 5 % de ses revenus au développement de la région qu'elle exploite, a découvert une immense nappe aquifère souterraine. Des stations de pompage permettront l'irrigation d'immenses surface dont un spécialiste de la Faculté des sciences de Tripoli prévoyait en 1968 qu'elles deviendraient une seconde pampa

argentine, parcourue par des troupeaux jusqu'à leur fin dernière dans des abattoirs ultra-modernes, des entrepôts frigorifiques et enfin dans les assiettes libyennes après un ultime transport aérien. Pourquoi pas ? La plus grande partie de la viande consommée aujourd'hui en Libye n'est-elle pas importée quotidiennement par avion de Bulgarie ?

Autre exemple : Sebha, dans le Fezzan, jadis pauvre bourgade créée vers 1550 près du puits le plus profond de la région où se dresse une citadelle occupée successivement par les Turcs, les Italiens et les Français (jusqu'en 1956). C'est aujourd'hui une ville nouvelle, née de la division de la Libye au moment de son indépendance en trois provinces fédérées et restée chef-lieu administratif du Fezzan depuis l'unification de 1963. Sebha est depuis peu dotée d'avenues, d'une municipalité et d'un aéroport flambant neufs. Depuis 1956 y paraît un journal hebdomadaire gouvernemental de langue arabe : *Fazzân* devenu *al-Bilâd*. La vie campagnarde et la vie citadine s'y interpénètrent. On conserve le souvenir d'une culture arabo-islamique traditionnelle et certains s'y essaient aux nouveautés littéraires. On y trouve des écoles primaires et préparatoires, un lycée de jeunes gens, une Ecole normale d'institutrices. En 1969, on y inaugure un Centre de formation de monitrices d'économie domestique, expérience tout à fait nouvelle pour les jeunes filles du Sud, car l'organisme de sédentarisation local y organise des cours pour des élèves choisies en milieu rural dans les régions de sédentarisation de Wâadi 'l-ajâl, Trâghem, Oumm al-arânib, ach-Châti, al-Joufra et Ghât. Boursières, elles y entrent avec un C.E.P. pour y recevoir des notions de ménage, de cuisine, d'hygiène, de couture, de premiers soins, notamment aux accouchées et aux bébés, d'entretien des animaux domestiques etc. Dès la première session de ces cours, il y a davantage de candidates que de places disponibles. Signe des temps. Sebha possède encore un Centre pour la protection de l'enfance et de la maternité, un stade, une fanfare, un club sportif, une section scout qui dispose d'un vaste terrain ombragé dit « ghâba »... Elle est appelée par son rôle administratif et sa situation de relais entre l'Afrique centrale et la côte à se développer encore. Aucun des voyageurs qui l'ont connue il y a dix ans seulement ne la reconnaîtrait.

On reparlera plus loin des idées qui peuvent germer dans un tel milieu. Mais voici par exemple à grands traits comment un scout de Sebha analyse la société où il vit. C'est, dit-il, encore une société tribale où les habitudes traditionnelles ont gardé beaucoup d'importance. Il arrive qu'une femme se fasse répudier parce qu'elle ne veut pas quitter Sebha et sa famille pour suivre son mari sur des lieux de travail qui ne lui plaisent pas. L'esprit de clan (*açabiya*) existe toujours, en ce sens que l'on préfère se ranger aux côtés de l'homme riche ou influent, que l'on conserve des idées toutes faites sur les valeurs diverses des tribus et cela à l'heure de l'unité arabe ! Des inimitiés persistent pour des questions de terres ou de puits; on se demande si un accident d'auto donne droit à une rançon (*fidya*), etc. C'est retourner à la « *jâhiliya* » d'avant l'Islam alors qu'il est dit dans le Coran : « Nous avons fait de vous des peuples et des tribus pour que vous appreniez à vous connaître les uns les autres ». Certes il y a des progrès; on est débarrassé du colonialisme, de l'occupation, du racisme, de la claustration des filles.

Mais on ferait mieux de se mettre tous ensemble au travail, à la production, à l'exploitation des terres et des puits, à la création d'industries locales. Notre rôle à nous les jeunes est de laisser là les mauvaises habitudes et de ne garder que les bonnes, c'est-à-dire celles qui encouragent les liens d'amitié et de loyauté. Il nous faut croire à notre droit dans la vie (bien sûr dans les limites de la religion et de la loi). Les jeunes seuls pourront se libérer eux-mêmes de l'esclavage des vieilles coutumes. Personne d'autre qu'eux ne pourra leur frayer la voie vers la vie nouvelle. D'ailleurs, pour eux, leur père c'est l'instituteur, leur mère l'institutrice (1).

Au hasard de la lecture des revues, il n'est pas rare de découvrir dans le courrier des lecteurs les témoignages de l'étendue de la revendication du pays intérieur, et de son aspiration à une vie moderne, digne, aisée. L'attrait des villes qui a déjà poussé tant de bédouins et de fellahs à abandonner ce qui avait constitué l'univers de leurs aïeux ne cesse pas d'exercer son emprise même si les voix officielles font état d'un certain nombre de retours à la terre. Ce n'est pas que l'on ait perdu le goût de la nature... Mais maintenant, au printemps, chaque famille citadine va *voir* la campagne reverdir; elle s'installe en un lieu bucolique où elle déguste un bon couscous à côté de son auto aux sons du transistor.

Et parlons maintenant de ces villes où la vie n'est même plus simple pour les riches. Elles sont de vrais chantiers, surtout les grandes. On y circule et on s'y loge difficilement. Les loyers sont chers, les logements exigus. Le coût de la vie est en hausse d'autant plus que les besoins croissent avec les tentations des étalages et l'exemple des voisins. L'on importe de plus en plus, jusqu'aux fleurs, jusqu'au persil. Le cadre de vie se transforme, s'occidentalise peu à peu, la façon de se vêtir, de s'alimenter, de se distraire aussi. L'écart social entre les citadins va croissant car il y a maintenant des milliardaires dans leurs palais à côté de clochards dans leurs barraques. On construit partout mais il en est toujours de plus vite et de mieux servis que d'autres même si la réalisation du projet Idris de logement progresse (200 maisons par exemple livrées en février à Misurata à des familles aux revenus modestes, plus 100 pour le personnel de l'armée). Et les sièges que la Libye doit occuper pendant quatre ans au Comité de statistiques et du logement ainsi qu'au Comité de la construction et du développement selon ce qu'en a décidé le Conseil économique et social de l'O.N.U. n'auront pas des effets immédiats. On vante le new-look de la corniche de Benghazi. Toutes sortes de projets continuent d'être lancés et en particulier celui de la construction de deux immenses et luxueux palais des fêtes de style moderne, l'un à Tripoli, l'autre à Benghazi, qui devront être dotés de salles de presse, de réception, d'expositions, de spectacle (théâtre, opéra, ballets, concerts), d'un restaurant et d'une terrasse avec panorama sur la ville.

Le ministère des municipalités publie le 4 avril une nouvelle loi sur la planification et l'organisation des villes et des villages. Le 19 mai, le ministère annonce que les communes percevront désormais des taxes sur les terrains bénéficiant de plus-values à la suite de travaux entrepris par l'Etat

(1) *Jil wa-risâla*, n° 8, mai 1969, pp. 25-26.

et qu'elles interviendront directement dans l'élaboration des plans de développement de leurs territoires. Le 5 juin, un plan d'ensemble est mis au point. Objectif général : la sédentarisation des populations; 182 agglomérations doivent être créées, les plans existent déjà pour 28 d'entre elles. L'exécution du projet doit se faire en deux étapes, l'une à court terme, en dix ans, l'autre à long terme, en vingt ans. Dès mars, 4 régions planifiées ont été réparties entre les sociétés chargées de réaliser les plans, les études, les photos aériennes, les cartes et les travaux : 1) le Djebel el-gharbi et Zavia; 2) Benghazi, Derna et el-Beïda; 3) el-Khoms et Misurata; 4) Tripoli, Sebha et Ubari.

Le ministère de la santé et des affaires sociales est lui aussi actif. La création de la Faculté de médecine à Benghazi et le dixième anniversaire de la Sécurité sociale sont célébrés par l'inauguration de nouveaux centres de santé : hôpitaux de Benghazi, de Tripoli, de Tarhouna; dispensaires de Zuara, centre de protection familiale à Tripoli, centre de santé à Zavia, etc. L'indispensable et difficile recrutement de médecins et de personnel spécialisé étrangers se réalise après de nombreux voyages ministériels en Espagne, en Grande-Bretagne, au Moyen-Orient. Des accords sont conclus en mars pour le recrutement de 120 nouveaux médecins de nationalités diverses; 96 docteurs et techniciens chinois de Formose exerceront notamment à Misurata, Derna, Sebha et Ubari; 33 Turcs iront à Tarhouna; 41 Yougoslaves et peut-être des Bulgares seront répartis dans le pays... Cela ne doit pas aller sans poser des problèmes de communication entre patients et praticiens.

Les prix pratiqués dans le secteur privé des pharmacies et des cliniques ayant tendance à une hausse jugée exagérée, le ministère de la santé crée en janvier une pharmacie d'Etat et publie en février des directives concernant la délivrance des ordonnances, le contrôle et la vente de médicaments dangereux. De plus les bénéfices sur les produits pharmaceutiques ne devront pas excéder 10 % pour les grossistes et 20 % pour les détaillants.

En avril, la Libye participe à la Journée mondiale et à la Journée maghrébine de la santé. En juin, le Ministre change. En juillet, un représentant de l'Organisation mondiale de la santé est nommé sur place. L'été est consacré à la vaccination contre la poliomyélite et l'étude d'un programme de lutte contre le trachome.

Afin d'enrayer le danger des accidents de la route qui se multiplient rapidement, une grande campagne d'information et d'éducation populaire est entreprise à propos des règles de la circulation. « Les autos commencent à nous ennuyer » s'écrie un journaliste, alors que jusqu'à présent elle ont été le premier objet de convoitise de tous les Libyens. En effet, s'il n'y en avait que 26 950 en 1960 et 63 212 en 1964, en 1969 on en compte plus de 100 000, agglutinées surtout à Tripoli et Benghazi. Mais des accidents graves se produisent fréquemment aussi sur les routes désertiques.

Voilà donc comment est menée dans son ensemble la politique sociale du Gouvernement en ces derniers mois d'expansion du grand capitalisme privé et d'Etat. La puissance de l'argent s'étale et imprime un mouvement

puissant aux affaires sans beaucoup de travail. Cinq ans plus tôt les Libyens posaient sérieusement la question de la licéité islamique du bénéfice bancaire. En 1969, on invite la jeunesse à placer ses économies à la Caisse d'épargne et les banques nationales se développent. Les fortunes s'accumulent. Le 3 avril est annoncée la création prochaine d'une Société libyenne de pêche; le 13, un homme d'affaires achète à lui seul pour 190 000 livres libyennes d'actions de cette société (au capital de 500 000 Livres réparti en 50 000 actions). Un autre riche Libyen supporte seul les frais de la soirée où la célèbre chanteuse égyptienne Oumm Koulthoum chante à Tripoli au bénéfice de l'Organisation de libération de la Palestine. Un autre encore, devenu multimillionnaire mais resté généreux, paie leurs études universitaires à trente étudiants palestiniens, etc. Dans une atmosphère de fêtes rutilantes, une sorte de vertige semble s'être emparé des milieux financiers. « Il y a vingt ans, écrit-on à propos du budget du second Plan quinquennal, personne n'aurait rêvé des finances actuelles ». Certains se font construire des maisons fastueuses, les meublent comme en Europe ou en Amérique, aménagent des fermes en résidences secondaires avec des piscines et des courts de tennis pour leurs week-ends; ils vivent avec des billets d'avion dans leur poche, prêts à s'envoler « pour affaires »... de cette Libye dont les règles de vie sociale strictes les gênent; ils vont, parfois avec leur femme, à Tunis, à Rome, à Paris, à Londres, où l'on jouit de la vie moderne, où l'on s'aère, où l'on s'amuse. L'idée ne leur vient pas de faire du « tourisme » dans leur propre pays. Ci et là, on démolit de vieux quartiers, des mosquées modestes, des puits antiques, de petits cafés, pour faire place aux buildings et aux échangeurs de routes... Non sans susciter des protestations qu'on a peu eu l'occasion d'entendre, non sans renforcer certain refus catégorique qui s'imposera le 1^{er} septembre.

4. — LA FAMILLE, L'ENFANCE, LA JEUNESSE, LA CONDITION FÉMININE.

Hormis l'implantation de centres médicaux ou d'hygiène — les examens radiologiques et les bilans de santé étant par exemple gratuits pour tous — il faut bien dire que la protection de la famille relève surtout de l'exhortation morale. On appelle tantôt au devoir commun de s'intégrer dans la société selon les principes de l'Islam et tantôt aux droits de l'individu; naturellement les situations de fait ne correspondent pas trop aux choix souhaités. Si personne ne prône plus à vrai dire l'autorité absolue d'un homme sur la grande famille conçue telle une pyramide, beaucoup en ont gardé le pli, en premier lieu au pouvoir, mais aussi dans l'intérieur du pays et dans des groupes tribaux. Dans les villes, une forte protestation contre l'autorité abusive du père dans l'éducation de ses enfants ou dans la contrainte des adolescents quand il s'agit de mariages, s'élève parmi les porte-paroles de la jeunesse, des femmes, des enseignants et de toutes les personnes de bon sens qui dénoncent les abus de la coutume aveugle, les alliances consanguines ou la cupidité en matière de dots. On sait que selon une très vieille habitude méditerranéenne, un homme a toujours des droits sur sa cousine paternelle.

En Libye, la tradition veut que « s'il s'arrête devant elle », elle soit mise en demeure de devenir sa femme, fût-il déjà marié, père de famille et, s'il se trouve, vieux et taré. De telles choses paraissent maintenant inadmissibles d'autant plus que nombre de couples citadins vivent maintenant en familles restreintes à eux-mêmes, à leurs enfants et, éventuellement à l'un ou l'autre de leurs ascendants directs. Ceux-là sont favorables à la monogamie, au dialogue, à l'estime et à l'affection réciproques entre époux, et donc à l'instruction des filles et au consentement *motivé* des fiancés à leur avenir commun. Ils dénoncent les méfaits sociaux du mariage arrangé par les familles par-dessus la tête des jeunes gens intéressés, citant l'exemple de cette jeune épouse répudiée au bout de huit jours ou de cet homme qui au hasard de quatre unions successives, a subi les épreuves de celui qui cherche un foyer paisible et tombe successivement sur une belle stupide, sur une mal dégrossie, sur une institutrice qui ne veut pas partager son salaire et gardera ses deux fils et enfin — bien tard — sur la perle. Son cas, dit-on, ressemble à celui de la jeune fille qui, ne quittant jamais sa maison, voit ses vêtements achetés par d'autres qu'elle. « On continue à lui en acheter jusqu'à ce qu'ils lui aillent ».

Au hasard d'un « Courrier des lecteurs », on relève entre bien d'autres amours malheureuses celles d'un jeune homme de Yeffren : « Je l'aime. Elle m'aime. Nous avons commis l'irréparable. Malgré mes efforts, nos parents ne veulent pas entendre parler de mariage entre nous. Elle m'incite à fuir avec elle. Je ne sais plus que faire... ». Cette idée de fuite semble être la seule échappatoire possible pour bien des jeunes Libyens. Rappelons à ce propos un fait qui a dû peser dans les événements de septembre bien qu'on en ait peu parlé publiquement en Libye. Le roi Idris voulant confirmer l'ascension sociale de son conseiller personnel et protégé 'Umar Chelhi, décide de lui faire épouser une jeune fille « de grande tente » et porte son choix sur la fille d'un ancien Premier Ministre, chef d'une tribu importante de Cyrénaïque. Mais la jeune fille, âgée de 16 ans et de trente ans la cadette de 'Umar Chelhi, est déjà fiancée à un jeune officier de l'armée libyenne qu'elle a accepté d'épouser. Elle fait une fugue. On la rattrape. Le Roi passe outre à ce refus. Le mariage avec 'Umar Chelhi a lieu. Le drame éclate alors, très grave en Islam : le jeune homme se pend. Souvent dans les développements littéraires en Libye le mot jeunesse va de pair avec frustration, angoisse, désespoir.

Dans les revues de vulgarisation on propose de substituer à l'autorité unique du père le rôle éducatif des deux parents. On conseille aux hommes d'user moins des coups et des insultes et plus de la compréhension et du doigté. « C'est pour leur bien que tu les élèves, non pour le tien ! » Les mères devraient avoir davantage de discernement, de conscience, d'esprit de responsabilité, etc... Mais tandis que d'un côté, on reproche à beaucoup de femmes leur goût de l'ostentation, de l'or, de la toilette, de la mode occidentale, des innovations incompatibles avec la mentalité du pays — que ne font-elles pression sur les commerçants et les importateurs pour mettre un terme aux mini-jupes (qu'elles portent sous la farachîya) ? — de l'autre, la revue féminine et la télévision les initient à la condition de la femme

« moderne » avec les thèmes habituels des magazines : recettes de psychologie enfantine américaine, d'exotisme gastronomique, de traitements de beauté occidentaux pour le regard, le sourire, les seins, etc... Nous conseillons aux personnes que la mutation de la société libyenne intéresse d'étudier de près les caricatures d'az-Zâwî.

L'enfance. Dieu sait pourtant si on chérit les petits dans la société musulmane. Mais les aime-t-on bien ? La réponse de certains auteurs est : non. Exemple : suivant la nouvelle mode, ils « sortent » pour défiler à tout propos, en costumes folkloriques ou de fidaiyines. Les badauds s'en enchantent, les parents se rengorgent, mais un mentor s'écrie : ce ne sont pas des fêtes pour les enfants mais seulement des plaisirs égoïstes pour les adultes.

Et la jeunesse... En Libye comme ailleurs elle est l'un des soucis des gouvernements qui cherchent à capter les forces de cette source vive pour la canaliser vers l'avenir qu'ils entrevoient pour elle dans un monde construit à leur goût. Ils proposent, aux étudiants du moins, une formation moderniste : des études supérieures, des loisirs, du sport, des voyages et au bout de cela, une carrière confortable au service de la promotion libyenne. *Mais point de politique !* Au Festival de la jeunesse à l'occasion de l'anniversaire du Roi, on voit des centaines de garçons et de filles défiler en ordre derrière les portraits d'un vieillard et de son héritier figé dans les vêtements traditionnels. Comme cela se fait dans bien des pays, on leur fera prêter un serment collectif de fidélité à Allah, à la Patrie, au Roi. Pourtant ce qui comptera ce jour-là ce sera un premier exemple de mixité scolaire et la découverte qu'il ne faut pas avoir honte des femmes, même des siennes.

En fait, des signes de malaise prouvent que les jeunes rongent leur frein. Leurs audaces s'expriment de deux manières. D'une part, il y a ceux qui font scandale par leur manque de réserve en public, filles au verbe haut, garçons portant chemises bariolées, pantalons étroits, souliers « de harem », bracelets et colliers, exhibant des cigarettes américaines ou la revue *Play boy*, se livrant à une chasse éhontée des filles, poursuivant les couples qui se promènent en voiture de leur curiosité grossière, etc... D'autre part, ceux que leur effort de réflexion et leur prise de conscience amènent à protester sur un ton à peine contenu, comme dans les lettres ouvertes d'Oumm Ghâda, une jeune femme, aux principaux Ministres à qui elle ose dire : « la patience a des limites » ou comme dans cet éditorial de la revue du scoutisme qui s'intitule : « Nécessité absolue de renouvellement ». Il faut vivre, y dit-on. La jeunesse est l'âge de l'essor, du refus des vieilles idées, du refus du style prêcheur des pontifes. Il faut suivre les tendances de l'histoire, répondre aux goûts des jeunes eux-mêmes, etc. Et de fait, on verra la revue publier par la suite de plus en plus d'interviews d'hommes de lettres égyptiens qui parlent d'engagement en littérature, de liberté en poésie, de développement du théâtre. Elle donnera davantage de nouvelles du Moyen-Orient et bien sûr, de Jordanie, c'est-à-dire du Mouvement palestinien. C'est toujours là qu'on en revient. Toute la jeunesse vit intensément les phases du drame et collecte les aides sans compter sa peine. Ce que

les étudiants libyens disent ouvertement à l'étranger, les jeunes restés au pays le pensent plus ou moins clairement : la politique du Gouvernement est en complet porte-à-faux par rapport à leurs aspirations profondes.

5. — VIE CULTURELLE.

Dominée elle aussi par la référence au combat palestinien, seul thème officiellement admis où tous se reconnaissent, la vie culturelle jusqu'en août 1969 est marquée par les débuts de la télévision libyenne (en couleurs), la vogue du théâtre, des variétés et du folklore — et la panne en littérature.

L'engouement habituel du public pour la télévision ne remporte que l'espace de quelques semaines l'assentiment des gens cultivés. Bientôt, des émissions importées ne paraissent ni distrayantes, ni appropriées aux besoins nationaux. Cependant les Libyens découvrent les visages de chez eux, en même temps que les décors et les jeux de scène classiques des émissions télévisées. La musique, le chant et la danse sont à l'honneur, d'autant plus que le malouf et le folklore libyens le méritent pleinement. La venue d'Oumm Koulthoum à Tripoli marque la consécration de l'existence culturelle de la Libye dans le concert des nations arabes. L'échange de programmes avec l'Arabie Séoudite, la R.A.U. et la Tunisie ouvre encore de nouvelles fenêtres sur le monde. Mais la Finlande aussi envoie des documentaires scientifiques et d'autres pays occidentaux passent des contrats de vente de films...

Une équipe de la T.V. algérienne s'en vient tourner un film sur le rôle que la Libye a joué dans le combat de l'Algérie pour son indépendance. Les Libyens ne possèdent pas encore leurs propres producteurs de cinéma; pour l'instant, le Gouvernement fait réaliser des films de propagande par des techniciens étrangers.

Par contre les rangs de ceux qui s'adonnent au théâtre en professionnels ou en amateurs s'étoffent. Ce sont surtout des jeunes. Les premières femmes s'y essaient en bravant les ragots. Mais en dehors de « La voie » et de « Un peuple qui ne meurt pas » que vient interpréter dans les ruines antiques de Sabratha la troupe théâtrale d'el-Fath, beaucoup de pièces encourent le reproche de ne pas s'inspirer suffisamment de la réalité libyenne. Elles n'accrochent pas le public. Tantôt on n'aime pas la comédie, tantôt on n'aime qu'elle. En fait, le théâtre est encore un de ces phénomènes importés mal assimilés par ceux qui ne le pratiquent pas. Il suffit de comparer son succès à celui de la poésie pour s'en persuader. Et puis, la critique est généralement faible, et ne sort guère du récit de la pièce et de la liste des acteurs. Le tout porte l'empreinte du rodage. Pourtant, comme les clubs, les associations et même les écoles à tous les degrés s'essaient à l'expression théâtrale et y prennent goût, on est en droit d'attendre que mûrissent ce goût et peut-être des dons, et qu'ils portent leurs fruits d'ici quelques années.

L'art populaire est encore bien vivant en Libye. Les danseurs, les chanteurs, les conteurs, les poètes y sont extraordinaires. La participation de la troupe libyenne au premier Festival de la culture africaine à Alger, en juillet, l'a prouvé.

On a fêté aussi à Sabratha le premier Festival international de folklore organisé en Libye; 400 artistes venus d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, de Libye mais aussi d'Allemagne de l'Ouest et d'Espagne s'y sont produits. Mais, là aussi, la question se trouve posée : aime t-on le folklore comme il le faudrait ? Les uns veulent voir l'ancien dans une présentation rénovée, comme cela se fait en R.A.U.; d'autres crient alors au scandale devant l'œuvre dénaturée et réclament le respect de sa forme initiale, si désuète qu'elle soit.

De toute façon il existe un malaise culturel. A part des études, par exemple sur les proverbes ou sur la poésie berbère (traduite en arabe), la production littéraire est peu importante. Alors, on en est à diffuser des livres occidentaux favorables à la Libye, traduits en arabe et en plusieurs langues. Il arrive que quelqu'un rappelle avec nostalgie l'essor littéraire des années 50, les auteurs morts dans l'oubli général, les voix qui se taisent... Certes la Libye participe à la 7^e Conférence des écrivains arabes à Bagdad en avril, organise pour la première fois sur son territoire le Colloque des écrivains du Maghreb arabe en mars et songe à attirer chez elle les lumières de la littérature égyptienne à l'occasion du Colloque des écrivains du monde arabe; mais alors, quels seraient les Libyens invités ?

La désaffection pour la littérature nationale paraît générale mais — tout au moins en public — personne n'ose l'attribuer à un facteur plus précis que les « dh'urûf », c'est-à-dire ces « circonstances » anonymes que chacun rencontre sur son chemin.

En réfléchissant à ce que représente, du point de vue socio-culturel qui nous occupe, cette époque de la monarchie patriarcale libyenne qui débuta le 24 décembre 1951 et prend fin à l'aube du 1^{er} septembre 1969, l'on peut dire sans craindre de démenti qu'elle a été le témoin d'une transformation profonde. Pourtant le pays avait déjà subi les bouleversements successifs de la colonisation fasciste et de la seconde guerre mondiale; ces épreuves avaient été particulièrement dures pour les Libyens non ralliés puisqu'elles avaient abouti à refouler « les Arabes » au désert et à faire fuir une partie notable de la population — un cinquième ? — vers d'autres pays. Aujourd'hui beaucoup sont revenus, hâtant encore la mutation sociale amorcée par la découverte du pétrole et ses conséquences. Le moteur quasi unique du démarrage a été l'argent, et encore, un argent facilement acquis. Il a entraîné le délaissement de l'agriculture et de la vie pastorale, d'importantes migrations démographiques, le remplacement de la rétribution du travail en nature par les salaires, des changements dans le mode et le niveau de vie.

Cependant le régime a échoué dans la distribution des nouvelles richesses. Là où régnait naguère l'égalitarisme dans la misère s'est creusé un abîme entre des riches au luxe tapageur et des pauvres pris aux filets de la vie enchérissante. Le pouvoir n'a pas davantage été réparti. Le vieux Roi à l'aspect austère, jaloux de son autorité sur le peuple de ses fils, s'est appuyé selon l'usage traditionnel sur le soutien des chefs de grandes familles, sur les hommes de religion de sa confrérie et sur quelques favoris; s'il a peu fait appel à des Libyens compétents ou spécialisés, c'est parce

que les futurs vrais technocrates libyens sont encore en cours de formation dans les instituts nationaux ou les universités extérieures et parce que les techniciens et les experts qui travaillent en Libye sont presque tous des étrangers. Des gens d'affaires, libyens et étrangers, se sont emparés du marché et ont créé un développement de la Libye à l'image de leurs goûts et de leurs intérêts, créant dans la population les appétits toujours inassouvis de la société de consommation. Cette situation rappelle d'ailleurs celle des pays arabes à l'époque de l'empire ottoman, avant la colonisation.

A l'actif du régime l'on comptera l'essor de l'enseignement, l'amélioration de la santé, l'aspect net et le comportement strict de la population, le souci de son habitat, l'ouverture au monde extérieur, de grands travaux publics. A son passif sans doute les parti-pris du pouvoir d'une minorité de privilégiés, le poids de la présence étrangère et la suppression des possibilités d'initiative de forces sociales comme les intellectuels, les salariés, les femmes et les paysans. Car ces derniers sont fort capables de formuler leurs problèmes et de concevoir des solutions. La preuve en est ceux de leurs fils engagés dans l'armée qui réussiront à renverser le régime.

II. — APRÈS LA RÉVOLUTION DU 1^{er} SEPTEMBRE 1969

S'il arrive que les témoignages divergent sur des noms, des dates ou des chiffres, ils concordent cependant sur l'accueil populaire qui a été réservé à la révolution. Des complots, on l'a su depuis, il s'en tramait plusieurs. Mais cette révolution-là, personne ne l'attendait. En est-ce vraiment une ?

En une seule nuit d'été, une poignée de jeunes officiers qui se disent libres, comme on disait jadis la France libre, renversent « le régime de la tyrannie » grâce à une opération minutieusement préparée, menée rapidement sans grands moyens mais avec une technique sûre. Au matin, les grands du régime (Prince héritier, officiers supérieurs, chefs de la police) sont entre leurs mains. Ils occupent les immeubles de la radio. Ils n'ont pas versé une goutte de sang.

Voici que dans les foyers une voix s'élève à la radio faisant entendre des propos insolites, vite reconnus pour avoir été entendus ailleurs mais inconcevables jusque-là en Libye :

« Peuple libyen, nous nous sommes révoltés pour te rendre ton honneur, pour que tu reprennes ta patrie usurpée. Nous nous sommes révoltés pour hisser haut l'étendard arabe. Relève la tête, peuple libyen ! »

La surprise frappe un grand coup. La stupeur se répand dans le pays. Les communications avec l'extérieur sont coupées. Le couvre-feu est imposé : on entend des coups de feu. On voit les soldats libyens dans la rue. La vie quotidienne s'arrête. Chacun vit suspendu à la radio dans une attente bouleversante. Oui. C'est la révolution qu'on annonce, le renversement de la monarchie, la chute et la prison pour les responsables. Des

intellectuels avertis craignent encore une ruse démagogique de la part de comploteurs réactionnaires. Mais le peuple comprend que c'est de lui qu'il s'agit, que c'est à lui que l'on s'adresse. Il sort. Il envahit les rues, les carrefours. Les premières manifestations de soutien aux officiers libres quittent Gorgi et Souq et Jom'a, les faubourgs pauvres de Tripoli.

Le mouvement se propage. Les uns après les autres, les gens se dégagent de leur cocon mental, la crainte, la prudence les quittent, l'espoir, la joie les gagnent, puis, au fur et à mesure des déclarations, une allégresse, un enthousiasme indescriptibles, tels qu'on n'en a jamais ressentis en Libye, déferlent. « Ma arwa'a l-h'urriya ! », « Comme c'est beau la liberté ! », « ar-rabî' fomm al-bâb ibân ! ». « C'est le printemps qui paraît à notre porte »...

Les soldats sont fêtés en héros. Les étudiants expliquent. La jeunesse découvre la saveur de vivre à pleins bords, à l'échelle du pays, du monde arabe, à la dimension de ses propres aspirations. Un extraordinaire cortège de femmes dévoilées défile dans Tripoli et vient apporter solennellement le témoignage de son appui à la révolution.

Liberté, justice sociale, unité arabe, ichtirâkiyâ (mot dont la signification politique actuelle de « participation » nous semble aussi proche que les notions occidentales de « socialisme »), voilà ce dont il est question. La profonde résonance de ces thèmes, tellement différents des objectifs proposés dans le contexte de la monarchie patriarcale qu'ils en semblent le contrepied, établit rapidement le dialogue entre les officiers et la foule qui, peu à peu, se remémore ses humiliations et prend conscience de sa frustration passée, dans ses élans politiques comme dans la répartition de la richesse et la course aux biens de consommation. Des discours-clés s'adressent aux ouvriers à Tripoli, aux fellahs à Sebha, aux étudiants et aux femmes à Benghazi. Une suite de meetings s'enchaînent dans les bourgs, les chantiers et les oasis de l'intérieur, au cours desquels les problèmes pendants sont passés en revue. Chacun, rendu en quelque sorte à soi-même, découvre une image altérée de sa personnalité dans le modèle d'homme que lui offrait l'ancien régime et qui déjà apparaissait à certains comme une véritable aliénation. On dénonce avec lyrisme le scandale de la paupérisation, de la prolétarianisation des uns, du vernis culturel et du luxe clinquant, malhonnête, des autres. Désormais on se repensera en tant qu'Arabe, citoyen libyen responsable dans le concert des nations arabes et peut-être un jour simple unité de la communauté rénovée. On échappera à la vénalité répandue dans l'administration, on luttera contre le sous-développement par le travail et le refus de la tentation d'importer tout ce qu'on ne sait pas produire.

Le contraste est total entre ceux qui proposent ce programme et le vieillard entouré de chefs et de cheikhs de l'ancien régime. Qui sont ces officiers libres ? Parmi les 80 conjurés, la plupart sont originaires de l'intérieur du pays; Mu'ammâr Qaddhafi est né à Syrte, d'une famille nomade de Cyrénaïque; le second Ministre de l'éducation nationale, à Waddân, dans le Sud tripolitain. Beaucoup sont pauvres et fiers de l'être. Cependant ils ne le sont pas tous.

C'est au lycée de Sebha, dont nous avons parlé plus haut, que certains ont fait leurs études dans les fameuses années 50, celles qui ont été les témoins de la révolution égyptienne, de l'essor d'Israël, de la voix des Arabes, de la lutte finale pour l'indépendance au Maghreb, de l'accueil des Algériens. Celles aussi où la Libye trop pauvre a tiré sa subsistance de la location de bases stratégiques à la Grande-Bretagne et à l'Amérique; où l'on a cherché, trouvé puis exploité les premiers puits de pétrole. Ils le disent : c'est en réfléchissant à tout cela, en s'insurgeant devant l'abandon et la mortelle oisiveté des gens du Sud qu'ils ont pris conscience, avant d'avoir vingt ans, de la nécessité de réagir et de se créer une idéologie. Islam, nassérisme, baathisme, marxisme, castrisme : ils se sont intéressés à tout cela, s'imposant l'étude et une discipline commune et s'interdisant l'alcool, les jeux de cartes, les night-clubs. L'armée leur est apparue comme la seule carrière qui permettait à des fils de pauvres d'accéder à des postes de commandement, à la formation technique nécessaire à l'aboutissement de leur projet. Aussi ont-ils durement ressenti la méfiance du régime monarchique qui réservait à la police un équipement moderne alors qu'on ne leur fournissait à eux que des armes banales dont tout le monde pouvait se servir. Ils n'ont pas oublié l'humiliation qu'ont subie ceux d'entre eux qui ont été mis aux arrêts après la guerre des Six Jours parce qu'ils avaient tenté de combattre au sein des armées arabes; d'ailleurs, le premier civil auxquels ils feront appel pour participer à leur gouvernement sera Sulayman al-Maghrabi, né à Haïfa durant l'exil de ses parents libyens, ami personnel de Arafat et ancien leader syndicaliste en Libye jeté naguère en prison à ce titre.

C'est pourquoi ils osent modeler avec une exaltation contenue le visage pur et dur d'une nouvelle république. Une purge radicale retire le pouvoir aux responsables, aux cheikhs, aux hauts fonctionnaires. Leurs traitements sont suspendus. Certains vont en prison prendre la place des précédents détenus politiques. On en voit faire leur autocritique à la télévision.

L'argent n'exerce pas sa fascination sur les jeunes censeurs. Ils sont militaires, il servira à la défense nationale (que l'on songe à la commande des « Mirage » français); et même on économisera sur les dépenses de prestige et les gaspillages inconsidérés de façon à constituer une réserve : le pétrole n'est plus éternel. Ils sont des techniciens, l'argent permettra la formation professionnelle poussée de la jeunesse, l'équipement agricole moderne.

Voici que l'origine des fortunes douteuses est examinée par des experts assermentés, que les fameux « projets » gouvernementaux sont réétudiés en vue du contrôle financier. Certains, comme la construction des palais royaux, sont abandonnés. Les comptes bancaires sont bloqués, les affaires tombent à plat. L'angoisse étroit les gens d'affaires, les ci-devant, les parvenus. Les banqueroutes se succèdent car il faut rendre les avoirs non justifiables. Un climat de dénonciations publiques, de diffamation — contre laquelle la loi réagira sévèrement — transforme les hommes de paille, les intermédiaires, les importateurs, les marchands trop prospères et tous ceux qui peuvent être détestés pour un motif ou un autre, en suspects.

Il s'agit donc bien d'une révolution. Du jour au lendemain s'est produit un changement brusque et important dans l'ordre moral et social par des moyens radicaux; le renversement de l'ordre politique établi a été spectaculaire.

Mais on ne peut dire encore que la révolution des officiers est devenue la révolution libyenne. Car jusqu'à présent le peuple qui manifeste son adhésion si enthousiaste, n'a pris aucune part à l'effort entrepris. Il s'ébroue et tend les mains vers cette révolution toute faite qui lui est offerte sur un plateau tout comme lui fut offert le pétrole.

La République arabe libyenne est proclamée le 5 septembre. Le Parlement ne siège plus. Le Conseil de la Révolution bientôt assisté d'un gouvernement dirige la nation au nom du peuple. Les ministères regroupés reflètent de nouvelles orientations parmi lesquelles on compte la réforme agraire et l'unité arabe; mais le ministère des affaires municipales est supprimé. Il sera désormais interdit aux Ministres d'exercer en dehors de leurs attributions officielles des fonctions publiques ou privées. Leurs traitements sont diminués. Une série de décrets de nominations met en place de nouveaux responsables notamment dans l'Université libyenne. L'Université islamique, intégrée à l'Éducation nationale, change de Recteur. Le Mufti aussi est différent. La Confrérie sénoussie perd donc sa prédominance et ses privilèges. La foi populaire et la résistance à la colonisation italienne qu'elle tendait à vouloir incarner seule sont restituées à la nation toute entière.

Le problème des cadres, déjà aigu, se trouve encore compliqué par le petit nombre de personnes qualifiées disponibles et les nouvelles tâches auxquelles ont les destine. Parmi les lycéens et les étudiants frais émoulus, on désigne les futurs officiers, les futurs scientifiques et techniciens, mais aussi, les administrateurs et enseignants immédiats.

En décidant de doubler le salaire minimum des travailleurs, porté de 50 à 100 piastres par jour pour les adultes et de 40 à 80 piastres pour les mineurs, soit à 300 Livres libyennes ou 470 F par mois, le nouveau gouvernement affirme sa vocation populaire et pallie la plus flagrante des injustices du régime précédent. Il impose aux compagnies pétrolières de construire des logements décents pour les ouvriers libyens et aussi de leur assurer une véritable formation professionnelle. Il voudrait que tout étranger travaillant en Libye soit doublé d'un Libyen qui apprenne son métier.

Si le plan Idris de logement est abandonné ou tout au moins suspendu en attendant l'apurement des comptes, il est décidé de continuer à octroyer les subventions nécessaires à l'agriculture sauf aux non-Libyens. En effet, n'importe qui faisait travailler par les tracteurs de l'État les terres qu'il avait achetées.

Une série de mesures protectionnistes visent à freiner la facilité de l'emploi pour les étrangers : des nationalisations de banques, d'hôpitaux, de cliniques, de la manufacture de tabac ont lieu.

Les agences de commerce étrangères doivent être confiées à des Libyens. Tous les étrangers travaillant en Libye doivent avoir une carte de travail qu'ils présenteront à toute réquisition.

Le vent de la coopération internationale tourne : la suppression de l'enseignement du français avant le secondaire et de l'anglais avant le préparatoire ôte à un certain nombre d'Occidentaux, dont tous les membres américains du Peace Corps, leur raison de rester en Libye.

Désormais on résorbera les effectifs pléthoriques de l'administration, on insistera sur la qualité de la formation en arabe et l'acquisition des techniques. Dès le 19 septembre, le Conseil de la Révolution décide que toutes les enseignes, affiches et tickets seront rédigés *uniquement* en arabe et que les correspondances officielles et ordinaires devront utiliser les dates hégiriennes. La langue est l'objet fondamental de l'unité, dit Mu'ammarr Qaddhafi. La rue cosmopolite devient arabe : les Libyens sont maintenant chez eux, tandis que les Occidentaux se sentent de plus en plus marginaux; car rares sont ceux qui ont fait l'effort d'apprendre à lire la langue du pays où ils vivent.

L'Égypte est la bénéficiaire principale de cette volte face et c'est naturel. La franche réserve que le précédent régime nourrissait à l'égard de la République nassérienne ne correspondait pas au sentiment populaire sensible à l'exemple du pays voisin prestigieux, à son authenticité, à sa modernité, à sa guerre avec Israël pour la cause de la Palestine. A la différence des autres Maghrébins, les Libyens sont tout à fait à leur aise en Égypte et leurs liens avec ce pays sont anciens. Les gens de Cyrénaïque s'y rendent fréquemment. Beaucoup de Libyens — et de Libyennes — y ont fait des études, y passent des vacances, s'y approvisionnent en livres, disques etc... Les révolutions des officiers libres d'Égypte et de Libye se ressemblent. Le nom même du nouvel État : R.A.L. (République arabe libyenne) est inspiré de la R.A.U. (République arabe unie). Le nouveau drapeau libyen est pareil à celui de l'Égypte à l'exception des deux étoiles — qui figurent la province syrienne et la province égyptienne aujourd'hui séparées — mais il est prévu que des étoiles pourront figurer sur le drapeau libyen au cas où la Libye s'allierait avec d'autres pays arabes au sein d'une même communauté. L'aigle nassérienne et l'aigle libyenne sont également semblables.

C'est donc d'Égypte que va venir le courant. Les coopérants vont occuper quantité de postes où il manque encore des Libyens, ce qui n'exclut pas le recours aux autres pays du Machreq ni à l'Algérie. Les liens se nouent maintenant avec la Syrie, l'Iraq et le Sud du Yémen, à la place de ceux que l'on entretenait avec la Jordanie, le Liban, le Koweït et l'Arabie Saoudite. Plus que jamais la question à l'ordre du jour est la Palestine. Les collectes organisées à Benghazi par le Comité local de soutien à la résistance palestinienne rapportent en 1969 la somme de 171 369 160 Livres libyennes.

Le pays se met à vivre comme les militaires qui le dirigent; en état d'alerte, avec une jeunesse réquisitionnée et quasi mobilisée. Plus d'alcool. Plus de boîtes de nuit. A l'étude. Au travail. Et l'entraînement militaire pour tous, même pour les filles.

Secoués, les gens conscients essayent en un premier temps de s'organiser en unions nationales : unions d'enseignants, d'avocats d'écrivains, d'étudiants, de femmes, de journalistes. Les gens de presse ont d'ailleurs salué l'avènement de la révolution avec le plus grand enthousiasme — excepté naturellement

ceux qui écrivaient dans les anciennes publications gouvernementales, toutes supprimées. La totale liberté de parole qui n'avait plus été goûtée en Libye depuis les années libérales du régime ottoman (1908-1910) les a grisés. Mais bientôt la suspension des subventions et la raréfaction de la publicité — par suite du ralentissement des affaires — les placent devant des difficultés matérielles dues pour beaucoup à la concurrence qu'ils se font. Un journal gouvernemental : *ath-Thawra* (la Révolution) et d'autres tel *al-Balâgh* (le Communiqué) ont même surgi à leurs côtés. La presse ne peut donc plus tabler sur le développement extraordinaire qu'elle prévoyait sous l'ancien régime, malgré les tirages sensationnels pour le pays qu'elle a connus dans les premiers jours du nouveau.

D'autres groupements qui voudraient redevenir actifs, partis tripolitains, syndicats et même scoutisme, ne sont point encouragés à le faire. La nouvelle république populaire semble éprouver quelque allergie aux systèmes constitués en d'autres temps ou ailleurs. Le journal tripolitain *al-Maydân* est suspendu pour outrage à l'Égypte. Le complot de décembre a pour effet de durcir le comportement des officiers : la peine de mort est instituée pour protéger la révolution. Mais le même jour le pays est doté d'une nouvelle Constitution.

Ainsi à la fin de 1969, le travail a repris, les transactions bancaires sont reprises, la vie retrouve son cours normal. L'ajournement de la Foire de Tripoli, le blocage des prix des biens de consommation, la limitation des bénéfices sur les biens d'équipement n'empêchent pas le commerce de redémarrer, mais plus du tout avec les espoirs passés. Les crédits pour les projets sont peu à peu libérés. La construction reprend.

En fait, on repense tout à la base puisque le capitaine Jalloud déclare : « Notre tâche la plus urgente est de construire un appareil administratif qui permette la réalisation des projets de la révolution. Suivront ensuite l'étude et le recensement des potentialités humaines, agricoles et industrielles du pays, qui constitueront un début de planification ».

L'appui de Nasser et de Numeiri, accueillis en décembre avec un enthousiasme délirant, renforce la fierté qu'éprouvent les Libyens d'être comptés non plus seulement parmi les nations riches mais aussi parmi les nations progressistes du monde arabe. Il est significatif de voir que les liens qui rapprochent ces deux leaders du colonel Qaddhafi sont confirmés par leur présence à son mariage. En effet le héros de la Libye épouse une jeune institutrice de l'École normale de Sebha. Elle a vingt ans et a déjà enseigné pendant six mois. Le rôle d'exemple de ce couple au destin si neuf ne manquera sans doute pas d'influencer les habitudes matrimoniales de la société libyenne. Peut-être rendra-t-il l'espoir aux jeunes gens qu'avaient frappés le sort malheureux des fiancés sacrifiés quelques mois plus tôt à la carrière du favori d'un roi.

Christiane SOURIAU*

* Attachée de recherches au C.N.R.S.